



# CIFP NEWSLETTER

JUILL 2023

Bulletin d'Information Semestriel du Réseau des Instituts des Finances Publiques

Numéro 7

## Edito

La nouvelle gouvernance publique implique désormais qu'une citoyenneté se mobilise à l'échelle des administrations en charge des finances publiques sur des problématiques plus larges ou plus globales et pas seulement des problématiques de proximité.



C'est pourquoi il devient indispensable pour les administrations publiques, notamment nos départements des finances publiques, d'aller vers la recherche et l'innovation managériale. Dans cette perspective, les instituts des finances publiques de par leurs rôles et leurs contributions dans la modernisation des administrations publiques, se trouvent parties prenantes et intéressés par la thématique de «La recherche et l'innovation managériale dans la gestion des finances publiques», objet de la 6ème édition.

L'objectif visé de cette thématique est de:

1. mener une réflexion sur les défis et les enjeux posés par la recherche et l'innovation managériale dans les domaines des finances publiques,
2. identifier les bonnes pratiques, les opportunités et les stratégies d'adaptation et d'accompagnement,
3. déterminer les principaux axes de recherches et de coopération pour renforcer le développement et la complémentarité internationale dans la gestion des finances publiques.

## CIFP REUNION DES COORDONATEURS

Dans le cadre de la préparation de la 6ème édition des Instituts des Finances Publiques (CIFP) prévue sous le thème «La recherche et l'innovation managériale dans la gestion des finances publiques», et pour une meilleure organisation de cet événement, une réunion des coordonnateurs s'est tenue en visio-conférence le **jeudi 18-01-2023 à 15H.**

À l'issue de cet échange, il a été proposé de mettre en place des actions spécifiques pour améliorer les points suivants :

- **La qualité des participants :** Inviter les Ministres et les hauts responsables à prendre part à cet événement;
- **Le nombre de participants :** communiquer autour de cette conférence afin de faire participer un nombre significatif de participants relevant des pays membres de la CIFP.



### Dans ce numéro :

EDITO	1
ACTU- CIFP (EN BREF)	1
ACTU-RÉSEAU	2-3
RENFORCEMENT DES CAPACITÉS	4
INFO- RÉSEAU	5-8
NEXT EVENT	8

## Visite d'étude des hauts responsables du Djibouti

Une délégation de la Direction du Budget de Djibouti a effectué un voyage d'étude au Maroc, du 23 février au 3 mars 2023 afin de s'enquérir de l'expérience du pays dans le domaine de la gestion budgétaire.

Cette visite s'inscrit dans le cadre de la convention de partenariat signée en 2019 avec le Ministère du Budget de la République de Djibouti, portant sur la conception et la mise en œuvre des programmes de coopération technique pour promouvoir le développement des capacités et du savoir, la capitalisation des expériences et l'échange des bonnes pratiques dans le domaine des finances publiques.

Les membres de la délégation djiboutienne ont rencontré les responsables de la Direction du Budget, de la Direction du Trésor et des Finances Extérieures, de la Direction des Affaires Administratives et Générales, de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects et de la Direction Générale des Impôts.



Les discussions ont porté sur les thématiques suivantes :

- La réforme Budgétaire, le processus d'élaboration de la Loi de Finances, la Programmation Budgétaire Triennale, le suivi de l'exécution budgétaire, le budget citoyen, la Budgétisation Sensible au Genre et le e-Budget.
- La mise en œuvre du dispositif de la LOF : le cas du Ministère de l'Economie et des Finances.
- L'analyse du suivi de l'exécution du budget à travers le TOFE, la conformité des données entre TOFE et les situations d'exécution.
- La transition vers le SFP 2014 et la présentation des recettes budgétaires selon le SFP 2014.
- Les prévisions des recettes budgétaires.
- La réforme de la gestion de l'investissement public.



## Voyage d'étude d'une délégation des hauts responsables du Ministère des Finances du Niger

Une délégation de la Direction Générale des Entreprises Publiques et du Portefeuille de l'Etat relevant du Ministère des Finances du Niger a effectué un voyage d'étude à l'Institut des Finances du Maroc en collaboration avec la Direction des Entreprises Publiques et de la Privatisation du Royaume du Maroc, du 13 au 17 février 2023 pour s'imprégner des mécanismes mis en place pour la supervision, le suivi des performances et la gouvernance des entités publiques.

Cette visite a été inscrite dans le cadre du Programme de Réformes de la Gestion des Finances Publiques pour la période 2021-2025 (PRGFP) pour l'amélioration de la gestion financière et comptable du Niger ; l'objectif global de ce programme était de mettre en place un système de gestion des finances publiques efficace, efficient, transparent et de contribuer à la crédibilité du Plan de Développement Economique et Social du pays.

Les discussions avec la délégation nigérienne porteront sur les thématiques suivantes :

- Présentation de la DEPP et du portefeuille des Etablissements et Entreprises Publics.
- Système d'information de la DEPP et modalités de collecte de l'information.
- Contrôle financier de l'Etat et contrôle budgétaire sur les Etablissements et Entreprises Publics.
- Gouvernance, contractualisation et modalités de désignation et de rémunération des dirigeants.



## Visite d'étude d'une délégation de hauts responsables du MEF de la Côte d'Ivoire

Une délégation ivoirienne composée des hauts responsables du Ministère de l'Economie et des Finances a été accueillie par le Maroc du 16 au 19 janvier 2023, afin de s'enquérir de l'expérience marocaine en matière d'implémentation d'outils de gestion de la trésorerie et de la dette, les journées d'étude ont eu lieu à la DTFE et ont été animées par leurs responsables.

Elles ont porté sur :

- Le périmètre fonctionnel de l'outil de gestion de trésorerie et dette.
- Le retour d'expérience sur l'implémentation de l'outil de gestion de la trésorerie et de la dette du Maroc.
- La répartition des rôles et responsabilités relatifs à l'utilisation de l'outil de gestion de la trésorerie et de la dette.
- Les interfaces entre les différents systèmes de gestion financière, de trésorerie et la dette.
- L'organisation liée à la gestion active de trésorerie (organisation, processus, système d'information).
- L'élaboration des prévisions de trésorerie (organisation, méthode et mécanismes d'annonce).
- Les liens entre la dette et la gestion de trésorerie active (organisation et méthode).
- Le reporting lié à la gestion de la dette et de la trésorerie.

# RENFORCEMENT DES CAPACITÉS



## Un accompagnement renforcé des administrations fiscales et douanières en matière de formation en management auprès de pays de l'UEMOA et CEMAC

Le PARFID (Projet d'Appui à la Formation des agents et des cadres des Impôts et des Douanes), mené par Expertise France, vise le renforcement des compétences des administrations fiscales et douanières des pays de l'UEMOA et CEMAC à travers la mise en place d'un vivier régional de formateurs internes en matière de management.

Dans le cadre de ce projet et avec l'implication des directions générales des impôts et des douanes relevant de ces pays, un parcours de formation composé de 8 modules axés sur les Soft-Skills, management et communication a été mis en œuvre.

- Une 1ère promotion de 18 managers du Bénin, de Côte d'Ivoire, du Sénégal, du Togo, du Cameroun, du Gabon et du Tchad a été formée en 2023.
- 15 sessions de formation réalisées dans 11 pays ont bénéficié à 250 formateurs en matière d'andragogie.
- 65 formateurs ont conçu des modules de formation initiale en fiscalité.
- 60 participants ont bénéficié des parcours «conception de référentiel RH», «management», «maîtrise des risques» et «e-learning», et 40 participants d'un parcours «pilotage de formation».
- 15 ateliers régionaux ont réuni des participants de tous les pays, et plus de 200 ateliers se sont tenus à distance.

## République Fédérale islamique des Comores : Un Tournant Historique dans la Gouvernance Financière aux Comores. La Formation PAGF Révolutionne le Secteur

Avec l'ambition de renforcer la capacité du Ministère des finances, du budget et du secteur bancaire, le Projet d'Appui à la Gouvernance Financière (PAGF), financé par l'Agence Française de Développement et l'Union Européenne, mis en œuvre par le Ministère des Finances avec l'appui technique d'Expertise France a franchi une étape majeure en Comores. Pour la première fois, des formations ciblées ont été dispensées localement avec un vivier de formateurs locaux, attestant une avancée pionnière pour le pays.

Une première cohorte de 50 élèves a déjà bénéficié d'une formation de tronc commun inédite, et dès juin 2023, les formations métiers dédiées à la douane et à la fiscalité ont été lancées. Ces formations vont grandement contribuer à l'élargissement du spectre des compétences locales et à la spécialisation de notre vivier d'agents en finances publiques. Ces formations ont été déployées dans les îles d'Anjouan et de Mohéli au second semestre 2023.

La force majeure des formations dans le cadre du projet PAGF réside non seulement dans le nombre impressionnant d'agents à former dans le cadre de la formation continue - 700 au total - mais surtout dans la création d'un large vivier de formateurs nationaux sur des sujets divers couvrant tous les métiers des agents du ministère des finances : fiscalité, douane, comptabilité publique, marchés publics etc. Cette initiative pérennise l'expertise sur le territoire, garantissant ainsi une transmission constante et pérenne des compétences.

En renforçant les capacités des agents en place et en bâtissant une nouvelle génération d'agents hautement qualifiés, le projet PAGF accompagne le ministère des finances dans sa détermination à améliorer la gouvernance financière aux Comores.

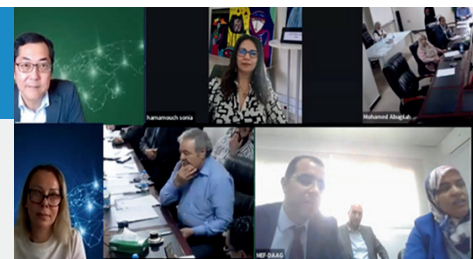
Avec la mise en place prochaine d'un dispositif de formation initiale, le ministère des finances, à travers le projet PAGF réaffirme son ambition d'accroître les compétences des personnels de l'administration en charges des finances publiques aux Comores.

## Formation spécialisée sur les systèmes d'information au profit des responsables de l'Institut Libyen des Finances Publiques

Le mardi 13 Juin 2023, une formation spécialisée portant sur les systèmes d'information a été organisée, en vidéoconférence, par l'Institut des Finances du Maroc en partenariat avec la Banque Africaine de Développement au profit des responsables de l'Institut Libyen des Finances Publiques.

Le but de ce programme de formation est de permettre aux participants libyens de connaître l'expérience marocaine en matière de conception, de mise en œuvre et de gouvernance des systèmes d'information, et de les aider à maîtriser le rôle joué par les systèmes d'information dans l'atteinte des objectifs ultimes de la gestion en général et de la gestion des finances publiques en particulier.

Ladite formation a porté notamment sur la gouvernance des SI et la stratégie du Ministère en matière de e-finance. Elle a été animée par les responsables de la Division des Systèmes d'Information relevant de la Direction des Affaires Administratives et Générales, a porté sur : "la gouvernance, la stratégie e-finance du Ministère".



# INFO-RÉSEAU

## Burkina-Faso : Initiative masse critique de professionnels des projets et programmes

Le Gouvernement du Burkina Faso, avec l'accompagnement de la Banque Mondiale, a lancé officiellement l'« Initiative masse critique de professionnels des projets et programmes (IMCPs) ». Le lancement, intervenu le lundi 27 février 2023 à Ouagadougou, a été présidé par le ministre de l'Economie, des Finances et de la Prospective, Dr Aboubakar NACANABO.



Le clou de la cérémonie a été la signature d'accord de partenariat entre le ministère en charge des finances et les trois institutions de formation concernées. Il s'agit de l'Ecole nationale des régies financières (ENAREF), de l'Université Joseph Ki-ZERBO et de l'université Thomas SANKARA.

L'IMCPs vise à former une masse critique de professionnels pour les fonctions transversales des projets et programmes, dans les domaines clés de la gestion financière, l'audit interne, la passation des marchés, les sauvegardes environnementale et sociale, ainsi que le suivi-évaluation. Les formations en gestion financière, en comptabilité, en audit et contrôle interne ainsi qu'en suivi-évaluation, sont assurées par l'ENAREF. La passation des marchés revient à l'Université Thomas SANKARA et le domaine des sauvegardes environnementale et sociale à l'Université Joseph KI-ZERBO.

D'ailleurs, la cohorte zéro a débuté les cours, le mercredi 1er février 2023, au sein de l'ENAREF. 41 auditeurs constituent la cohorte zéro. Ils sont déjà en activité dans les projets et programmes de la Banque mondiale. Parmi eux, 21 sont inscrits en suivi-évaluation, 5 en gestion financière, 8 en comptabilité et 7 en audit et contrôle interne.

Concernant la cohorte 1, elle a débuté les cours, le mercredi 3 mai dernier à l'ENAREF. Elle est composée de 30 auditeurs en suivi-évaluation, 20 en gestion financière, 21 en audit interne et 20 en comptabilité. Il faut préciser que la formation dure douze (12) mois, et se fait en deux étapes pour chaque cohorte. La partie théorique s'étale sur trois (3) mois et le stage dans les projets pour une durée de neuf (9) mois.

Les participants devront rédiger un rapport de stage qui sera évalué par le formateur. A entendre Dr NACANABO, la présente cérémonie se tient à un moment où un vent nouveau souffle sur la coopération entre le Burkina Faso et la Banque mondiale, avec la reprise des activités. Il a ainsi saisi l'occasion, pour adresser les vifs et sincères remerciements du gouvernement à la Représentante Résidente, Mme Maïmouna MBOW/FAM et à son équipe, pour leur engagement et leur collaboration fructueuse, dont l'un des résultats est la concrétisation de l'IMCPs. « Pour le gouvernement, je puis vous assurer que les dispositions seront prises pour assurer à la présente initiative et bien d'autres initiatives similaires, une mise en œuvre réussie », a fait savoir le ministre.

Pour la Représentante Résidente de la Banque Mondiale, Mme Maïmouna MBOW/FAM, la faible existence de ressources humaines en quantité et qualité suffisantes pour une mise en œuvre efficiente des projets, constitue une problématique qui revient régulièrement lors des évaluations, comme une cause de contre-performance en matière de taux d'absorption des ressources des projets. C'est pourquoi, poursuit-elle, la mise en place de l'IMCPs apparaît comme une réponse structurelle à cette problématique. Elle a aussi exprimé sa gratitude au gouvernement, pour son engagement à faire de cette initiative, une réalité en l'espace de quelques mois.

Le porte-parole des institutions concernées, Pr Pam ZAHONOGO, par ailleurs président de l'Université Thomas SANKARA, a dit merci au gouvernement du Burkina Faso et à la Banque mondiale pour le choix porté sur leurs structures. « Au nom des trois structures, nous prenons l'engagement de mettre l'accent sur une formation de qualité », a-t-il indiqué.

## Coopération ENF-PSSFP : la dynamisation des activités de la CIFP en Afrique centrale

Dans le cadre des activités bilatérales de la CIFP et conformément à la convention cadre du réseau des instituts des finances, une délégation de l'ENF dirigée par M. Jean Paul NYEMBO a été accueillie par M. BASAHAG Achile Nestor, Président du Comité de Pilotage du PSSFP, visant à créer un modèle de collaboration fructueuse.

Pendant une semaine, les deux parties ont eu divers échanges d'expertise et de partage d'expérience.

Les moments forts de la visite comprenaient une réunion de prise de contact, des visites au PSSFP, une participation à une session de formation et la signature d'une convention de partenariat.

Le séjour de la délégation congolaise comprenait des présentations sur le cycle de formation du PSSFP, l'offre de formation continue, la plateforme de E-learning et les activités internationales du PSSFP. Ils ont également assisté à une formation sur la nomenclature des comptes du trésor 2022.

Pour consolider leur coopération, les deux établissements ont convenu de lancer des activités conjointes, notamment l'échange d'informations sur les programmes et calendriers de formations, la mobilité du personnel enseignant et des étudiants, un programme de recherche conjoint et la mobilisation de ressources pour des activités communes.

La mise en œuvre de ces activités débutera par une mission du PSSFP à Kinshasa au cours du second semestre de 2023.



**Fonction publique : 1240 anciens apprenants de l'École Nationale des Finances admis sous statut d'agents de l'État promo :2010-2021**

Ces diplômés sont répartis selon leur filière de formation : douanes et accises, impôts directs et indirects, Direction Générale des recettes administratives, judiciaires, domaniales et de participation, ainsi que dans les administrations des finances et du Budget à travers les différentes directions.



**RDC : Formation en nouvelles technologies en faveur de 574 agents et cadres de la DGI**

Le centre de l'excellence de l'École Nationale des Finances a formé ces cadres et agents de la DGI en vue d'une meilleure collecte des impôts et d'une bonne mobilisations des recettes pour le compte du Trésor Public de l'Etat. Ces agents et cadres ont été suffisamment informés sur les bonnes pratiques de l'Administration fiscale à travers les outils digitaux.



**Formation en Finances publiques dans les provinces du Kasai oriental et de l'Ituri**

Le centre de l'ENF s'est déployé dans ces provinces pour donner une formation aux 175 agents de l'Administration autonomes de ces provinces en gestion des finances publiques, reddition des comptes, l'audit et contrôle de gestion, la chaîne des dépenses publiques et l'informatique appliquée au budget.



## L'Institut de l'Economie et des Finances (IEF) du GABON, a quarante (40) ans REVOLU!

Créé par l'ordonnance n°7/PR du 7 mars 1981, l'IEF du Gabon, dont le siège est à Libreville, a soufflé ses quarante (40) bougies en 2021. Initialement Etablissement public doté de l'autonomie financière et placé sous tutelle du ministère de l'Economie et des Finances, l'IEF avait pour mission la formation des Inspecteurs des finances et des Administrateurs Economiques et Financiers (AEF). Devenu Institution Spécialisée de la Cemac suite à l'adoption de l'Acte Additionnel n°8, l'IEF a vu ses missions s'élargir. Le quarantième anniversaire de sa création étant malheureusement passé sous silence, l'occasion nous est donnée de revenir sur le parcours de l'une des plus belles réalisations du regretté Président Omar Bongo Ondimba en matière de formation.

Pour tous ceux qui connaissent bien le Gabon, l'IEF est synonyme d'excellence, d'élite. C'est sans conteste ce qu'il y a de mieux en Afrique centrale en matière de formation de haut niveau. De nombreux membres des Gouvernements successifs et cadres des ministères de l'Economie, du Budget et des grands corps de l'Etat y ont été formés. L'IEF est notamment très fier de compter parmi ses diplômés, l'actuel Vice-président de la République du Gabon, Mme Rose Christiane Ossouka Raponda et M. Michel Kenguel, Inspecteur général des finances et Secrétaire général du Sénat.

Les très hautes instructions données par le Président Omar Bongo Ondimba au Premier ministre et au Ministre de l'Economie et des Finances en poste à la fin des années 1970 étaient très claires : créer à Libreville, une école postuniversitaire à même de former des cadres de haut niveau appelés à intégrer les administrations économiques et financières, et les grands organismes publics et parapublics. Dans cette recherche de l'excellence, l'Etat n'avait pas lésiné sur les moyens : une bourse mensuelle de 280 000 FCFA (environ 427€) octroyée à chaque auditeur (élève) et un corps professoral de haut vol composé majoritairement de coopérants français auxquels s'ajoutaient quelques gabonais triés sur le volet. Autres caractéristiques témoignant du caractère élitiste de l'école, l'admission est depuis 1981 soumise à concours. Les candidats non fonctionnaires doivent entre autres, être titulaires d'une maîtrise ou d'un diplôme reconnu équivalent dans une liste de disciplines bien déterminée. Mieux, du fait du basculement du pays au système LMD, tous les candidats non fonctionnaires doivent être titulaires d'un master (bac+ 5). Enfin, tout auditeur peut, au terme de chaque phase de sa formation (Tronc commun, Spécialisation et Stage), être renvoyé s'il n'a pas obtenu une moyenne générale supérieure ou égale à 10/20. Point n'est donc besoin d'attendre dix-huit (18) mois, durée statutaire de la formation à l'IEF.



Le siège de l'IEF à Libreville

Malgré le temps qui passe, l'IEF a donc su garder l'essentiel de ce qui fait son ADN : une école d'excellence. L'auteur de la présente tribune est particulièrement ravi de ce que le regretté Président de la République, son Excellence Omar Bongo Ondimba, ait accédé en janvier 1995, à Malabo en Guinée Equatoriale, à la demande des ministres des Finances de la Zone Franc, de partager cette expérience réussie avec d'autres Etats en accueillant à Libreville, un Pôle régional de formation des régies financières de l'Afrique centrale.

La stratégie de régionalisation de la Filière Administration Economique et Financière (AEF) préexistante et le lancement de trois nouvelles autres, à savoir, inspecteurs des Douanes, des Impôts et du Trésor sont un succès incontestable.

Fort de son statut d'Institution spécialisée de la Cemac, l'IEF accueille depuis 2005, outre les auditeurs gabonais, ceux des cinq autres pays de cet ensemble régional (Congo, RCA, Tchad, Cameroun et Guinée Equatoriale). Cette ouverture de l'école à la sous-région a été rendue possible grâce l'appui financier de la Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique (ACBF), de la Cemac et au soutien multiforme de l'Etat gabonais.

Le bilan en termes de cadres formés est largement positif. En effet, depuis la mise en place du Pôle régional, l'IEF compte environ 500 diplômés tous en activité. Ce nombre est appelé à augmenter avec la 8ème promotion dont la rentrée est prévue pour octobre 2023.

Me faisant le porte-parole occasionnel de l'IEF au moment où vient d'avoir lieu la passation de charges entre MM. Thierry Mamadou Asngar (DG sortant) et Jacquinet Voundi (DG entrant), je voudrais terminer ces quelques lignes par un hommage aux plus hautes autorités du Gabon en tête desquelles le Président de la République, son Excellence Ali Bongo Ondimba, pour le soutien constant et multiforme apporté audit établissement.

Ernest TSATSABI  
Docteur en droit de l'Université Paris 2  
Enseignant-chercheur à l'Université Omar Bongo et à l'IEF de Libreville (Gabon)

## Accueil d'une délégation de l'Institut des Finances de Palestine au Ministère Français en charge des finances publiques

Dans le cadre du projet palestinien de finances publiques contractualisé entre Expertise France et l'Institut des Finances de Palestine (IFP), les experts de la Direction Générale des Finances Publiques du Ministère Français en charge des finances publiques interviennent sur la rédaction de l'organigramme fonctionnel, la cartographie des risques pour leurs bureaux, un guide de procédure, un code de bonne conduite et les fiches de contrôle interne. La Direction générale des Finances publiques a formé en France du 22 au 25 mai 2023 une délégation du Ministère des Finances Palestinien sur l'approche de la gestion des risques en matière de TVA et d'impôt sur le revenu. le des Finances en 2023 et 2024.



L'objectif de la visite d'étude était de présenter à la Délégation palestinienne les processus français mis en place par la Direction générale des finances publiques en matière de gestion des risques, y compris l'organisation, la méthodologie de travail, les parties prenantes et le cadre juridique ainsi que les droits et les devoirs des fonctionnaires, le guide de déontologie. Les explications autour de l'articulation entre les différentes strates de l'administration française a permis aux Palestiniens de mieux appréhender la mise en place de ces échelons selon les spécificités de leur territoire. Cet appui auprès de l'Institut des Finances de Palestine va se poursuivre avec l'intervention en Palestine des experts de la Direction Générale des Finances en 2023 et 2024.

## NEXT EVENT - IDF-

### Visite prochaine du CRD de la République du Niger

Dans le cadre de partenariat entre les pays membres de la CIFP, l'IDF va recevoir une délégation du Centre de Renforcement des Capacités (CRC) relevant du Ministère des Finances de la République du Niger.

Ledit voyage d'étude, financé par la Banque Mondiale, a pour objet la discussion des points suivants :

- L'échange d'expériences entre les deux instituts, notamment en matière de gouvernance de la formation, de la communication institutionnelle, de la formation à distance et l'identification des thématiques de formation.
- Le parrainage de l'IDF en faveur de l'adhésion du CRC au Réseau CIFP.
- La signature d'une convention cadre.

À noter que Le CRC relevant du Ministère du Finance du Niger est un centre précieux d'échanges, d'apprentissage, de partage d'expériences et de connaissances entre les agents qui œuvrent au fil du temps à la gestion des finances publiques dans un contexte globalisé.



Le siège de l'IDF à Rabat

CONFÉRENCE DES INSTITUTS DES FINANCES PUBLIQUES  
NOUS CONTACTER - SECRÉTARIAT DE LA CIFP :



+ (212) 05-37-67-75-78

Secrétariat\_CIFP@daag.finances.gov.ma

+ (212) 05-37-67-72-26

<http://cifpa.net>